

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2024-05-016

16 mai 2024

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n°2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2023-858 du 6 septembre 2023 relatif à la fixation des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

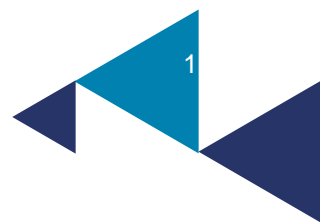
Après en avoir délibéré le 16 mai 2024,

Exposé des motifs

En février 2024, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 19 avril 2024 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche de l'exploitation cinématographique et de la distribution de films a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2022, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de l'exploitation cinématographique et de la distribution de films, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par décret, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Fait à Courbevoie

Le 16 mai 2024

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche de l'exploitation cinématographique et de la distribution de films

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés (à titre indicatif) : 716, 892, 1307

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP36119	Manager du marketing et de la transformation digitale	13384	9157	4000	10683	NON CONFORME
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP36407	Chef d'équipe de prévention et de sécurité	10883	9013	4000	10515	NON CONFORME
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP36854	Expert en infrastructures de réseaux et en services associés (MS)	13500	9157	4000	12000	NON CONFORME
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP37180	Chef opérateur du son	12254	9475	4000	12000	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP37496	Directeur de la photographie	24000	9475	4000	12000	NON CONFORME
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP37497	Chef monteur	24000	9475	4000	12000	NON CONFORME
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP37498	Ingénieur du son	24000	9475	4000	12000	NON CONFORME
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP37499	Producteur	24000	9475	4000	12000	NON CONFORME
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP37500	Scénariste	24000	9475	4000	12000	NON CONFORME
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP37658	Manager de la communication	11380	9157	4000	11032	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP37775	Manager de la communication de marque	10446	9996	4000	9996	NON CONFORME
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP37853	Opérateur son	12531	8456	4000	11979	NON CONFORME
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP37854	Opérateur de prise de vue	12531	8456	4000	11979	NON CONFORME
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP38281	Chef de projet artistique en 3D temps réel	12397	9157	4000	12000	NON CONFORME
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP38597	Manager du marketing et de la stratégie de marque	10621	10065	4000	10420	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés